

Art. 3. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Art. 3. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 — 2215

[C - 97/3517]

11 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 5 février 1996 fixant le règlement du marché boursier des rentes

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 1996 fixant le règlement du marché boursier des rentes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Vu l'avis des Sociétés de Bourse de valeurs mobilières;

Considérant que les rentes sont désormais traitées en Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles sur le nouveau système informatique de cotation N.T.S. (New Trading System), que l'adoption de ce nouveau système de cotation implique une nouvelle structure du marché boursier des rentes;

Considérant dès lors que les dispositions réglementaires afférentes à ce compartiment du premier marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles doivent, dans l'intérêt des intermédiaires et des investisseurs, être adaptées sans délai à l'évolution technique du marché,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3, alinéa 1^{er} de l'arrêté ministériel du 5 février 1996 fixant le règlement du marché boursier des rentes est remplacé par la disposition suivante :

"Le marché boursier des rentes est subdivisé en deux segments distincts :

1° le segment du fixing, où les transactions relatives à une rente sont exécutées à un moment déterminé de la séance et au cours unique que fixe le Fonds des Rentes;

2° le segment des blocs, où sont exécutées les transactions que les parties sont expressément convenues de réaliser sur le marché boursier sans les exécuter sur le segment du fixing."

Art. 2. L'intitulé du Chapitre II du titre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

"Dispositions générales".

Art. 3. Dans l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au littéra 1°, les mots "au prix du marché" sont remplacés par les mots "au cours d'ouverture";

2° le littéra 2° est complété par les mots "moins un jour".

Art. 4. Dans l'article 7, 1° du même arrêté, les mots "au prix du marché" sont remplacés par les mots "au cours d'ouverture".

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, les mots "au prix du marché" sont chaque fois remplacés par les mots "au cours d'ouverture";

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Le comité de direction détermine les conditions dans lesquelles un ordre peut être voilé."

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 2215

[C - 97/3517]

11 SEPTEMBER 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 5 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Effectenbeursvennootschappen;

Overwegende dat de renten voortaan verhandeld worden op de effectenbeurzen van Brussel via het nieuwe geïnformatiseerde noteringssysteem N.T.S. (New Trading System), dat de invoering van dit nieuwe noteringssysteem een nieuwe structuur van de beursmarkt in renten meebrengt;

Overwegende derhalve dat de bestuursrechtelijke bepalingen betreffende dit deel van de eerste markt van de effectenbeurs van Brussel, in het belang van de bemiddelaars en de beleggers, onverwijld moeten worden aangepast aan de technische evolutie van de markt,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, eerste lid van het ministerieel besluit van 5 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de beursmarkt in renten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De beursmarkt in renten is in twee onderscheiden segmenten onderverdeeld :

1° het segment van de fixing, waar de transacties die betrekking hebben op een rente op een bepaald moment tijdens de zitting worden uitgevoerd tegen de enige koers, vastgesteld door het Rentenfonds;

2° het bloksegment, waar de transacties worden uitgevoerd waarvan de partijen uitdrukkelijk zijn overeengekomen ze te verrichten op de beursmarkt maar niet op het segment fixing."

Art. 2. Het opschrift van Hoofdstuk II van titel II van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Algemene bepalingen".

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in littera 1°, worden de woorden "aan de marktprijs" vervangen door de woorden "aan de openingskoers";

2° littera 2° wordt aangevuld met de woorden "min één dag".

Art. 4. In artikel 7, 1° van hetzelfde besluit worden de woorden "aan de marktprijs" vervangen door de woorden "aan de openingskoers".

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste en tweede lid, worden de woorden "aan de marktprijs" telkens vervangen door de woorden "aan de openingskoers";

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het directiecomité bepaalt de voorwaarden volgens dewelke een order kan worden verborgen."

Art. 7. Le chapitre IV du titre II du même arrêté, constitué des articles 21 à 28, est abrogé.

Art. 8. Le chapitre V du titre II du même arrêté en devient le chapitre IV.

Art. 9. L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 31. Le cours d'une opération sur le segment des blocs ne peut différer du dernier cours coté sur le segment du fixing que d'un pourcentage de ce cours inférieur ou égal à celui prévu à l'article 13, § 1^{er} pour la rente considérée, compte tenu de sa durée résiduelle fixée conformément à l'article 14."

Art. 10. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 32. La notification d'une transaction conclue entre 9 h 30 m et 16 h 30 m d'un jour de bourse doit être faite par chacune des contreparties au comité de direction dans les trente minutes qui suivent sa conclusion.

La notification d'une transaction conclue après 16 h 30 m d'un jour de bourse ou en dehors d'un jour de bourse doit être faite avant 10 heures du jour de bourse suivant.

La notification d'une transaction conclue avant 9 h 30 m d'un jour de bourse doit être faite avant 10 heures du même jour."

Art. 11. L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37. Pour les achats et les ventes de titres autres que ceux à lots et ceux soumis à tirage ainsi que pour les achats de titres à lots et de ceux soumis à tirage, le comité de direction peut imposer aux membres de subordonner l'introduction d'ordres sur le marché des rentes à la remise de fonds ou de titres par leurs clients qui n'ont pas la qualité d'intermédiaires en instruments financiers.

Le comité de direction fixe les modalités de l'obligation de couverture visée au 1^{er} alinéa, notamment le taux et la composition de la couverture.

Pour les ventes de titres à lots et ceux soumis à tirage, le membre ne peut introduire d'ordres sur le marché des rentes que s'il est en possession des titres à vendre. Toutefois, pour les ordres à exécuter pour le compte d'un intermédiaire en instruments financiers, le membre peut aussi introduire des ordres s'il est en possession d'une attestation certifiant que celui-ci est en possession des titres à vendre."

Art. 12. A l'article 49 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

"En outre, le comité de direction coordonne la liquidation des transactions dans le respect des règles applicables aux systèmes de clearing utilisés.;"

2° l'article est complété par un § 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsqu'une transaction est relative à des titres inscrits en compte auprès d'un système de liquidation visé à l'article 1^{er}, 1° de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières, les personnes l'ayant réalisée directement sur le marché la liquident entre elles ou avec la Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles agissant comme contrepartie, par voie scripturale au sein dudit système de liquidation. Le présent paragraphe ne porte pas préjudice au droit d'exécuter d'autres liquidations au sein de ce système."

Art. 13. L'article 53, § 1^{er} du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

"Si le montant déterminé conformément à l'alinéa 2 est inférieur à 0,3 p.c. de la valeur nominale des titres traités, le vendeur doit à l'acheteur un droit de tirage minimal égal à 0,3 p.c. de cette valeur.

Avant le début de chaque mois calendrier, un relevé des droits de tirage pour les tirages ayant lieu ce mois est publié à la "Liste des cours" de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles."

Art. 14. L'article 60 du même arrêté est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 septembre 1997.

Ph. MAYSTADT

Art. 7. Hoofdstuk IV van Titel II van hetzelfde besluit, zijnde de artikelen 21 tot en met 28, wordt opgeheven.

Art. 8. Hoofdstuk V van Titel II van hetzelfde besluit wordt Hoofdstuk IV.

Art. 9. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 31. De koers van een verrichting op het bloksegment kan slechts verschillen van de laatst genoteerde koers op het segment fixing met een percentage van deze koers dat kleiner of gelijk is dan dit voorzien in artikel 13, § 1 voor de bedoelde rente, rekening gehouden met haar resterende looptijd vastgelegd overeenkomstig artikel 14."

Art. 10. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 32. De kennisgeving van een transactie die werd afgesloten tussen 9 u. 30 m. en 16 u. 30 m. van een beursdag moet door iedere partij gedaan worden aan het directiecomité binnen de dertig minuten na het afsluiten ervan.

De kennisgeving van een transactie die werd afgesloten na 16 u. 30 m. van een beursdag of buiten een beursdag moet gedaan worden vóór 10 uur van de volgende beursdag.

De kennisgeving van een transactie die werd afgesloten vóór 9 u. 30 m. van een beursdag moet gedaan worden vóór 10 uur van dezelfde dag."

Art. 11. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 37. Voor de aankopen en de verkopen van andere effecten dan deze met loten en deze onderworpen aan uitloting alsmede voor de aankopen van effecten met loten en deze onderworpen aan uitloting, kan het directiecomité de leden verplichten om het plaatsen van orders op de rentenmarkt afhankelijk te maken van de afgifte van fondsen of effecten door hun cliënten die niet de hoedanigheid van bemiddelaar in financiële instrumenten hebben.

Het directiecomité stelt de modaliteiten vast van de in het eerste lid bedoelde dekkingsverplichting, met name het percentage en de samenstelling van de dekking.

Voor de verkopen van effecten met loten en deze onderworpen aan uitloting, kan het lid geen orders plaatsen op de rentenmarkt tenzij hij in het bezit is van de te verkopen effecten. Voor de orders uit te voeren voor rekening van een bemiddelaar in financiële instrumenten, mag het lid evenwel orders indienen indien hij in het bezit is van een verklaring die bevestigt dat hij in het bezit is van de te verkopen effecten."

Art. 12. In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"Bovendien coördineert het directiecomité de vereffening van transacties met inachtneming van de regels toepasselijk op de gebruikte clearingstelsels.;"

2° het artikel wordt aangevuld met een § 2 luidend als volgt :

"§ 2. Wanneer een transactie betrekking heeft op effecten geboekt op rekening bij een vereffeningstelsel bedoeld in artikel 1, 1° van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten, vereffenen de personen die de transactie rechtstreeks op de markt hebben afgesloten haar ofwel onderling ofwel met de Effectenbeursvennootschap van Brussel die optreedt als tegenpartij, langs girale weg binnen het genoemde vereffeningstelsel. Deze paragraaf doet geen afbreuk aan het recht om andere transacties te vereffenen binnen dit stelsel."

Art. 13. Artikel 53, § 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

"Indien het bedrag vastgelegd volgens lid 2 lager is dan 0,3 p.c. van de nominale waarde van de verhandelde effecten, is de verkoper een trekkingsrecht verschuldigd dat minstens gelijk moet zijn aan 0,3 p.c. van die waarde.

Vóór het begin van iedere kalendermaand wordt een lijst van trekkingsrechten voor de trekkingen die die maand plaats vinden, gepubliceerd in de "Koerslijst" van de Effectenbeurs van Brussel."

Art. 14. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 11 september 1997.

Ph. MAYSTADT